

Accord professionnel
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
(Champagne-Ardenne)
(3 juillet 2009)

(Etendu par arrêté du 18 janvier 2010,
Journal officiel du 23 janvier 2010)

AVENANT N° 2 DU 22 JANVIER 2014

NOR : AGRS1497192M

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA) de Champagne-Ardenne ;
L'union régionale des syndicats des entrepreneurs des territoires de Champagne-Ardenne,

D'une part, et

L'UPRA CFDT ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modifications de l'article 5 de l'accord régional « Dispenses d'affiliation »

Au début du point 1 de l'article 5, les mots « Au jour de l'entrée en vigueur du présent accord » sont supprimés.

Le point 4 est supprimé et est remplacé par le paragraphe suivant :

« 4. Les salariés à temps partiel ayant 6 mois d'ancienneté et plus dès lors que leur cotisation au présent régime est égale ou supérieure à 10 % de leur rémunération. »

A la suite du point 5, il est ajouté le paragraphe suivant :

« 6. Les salariés en contrat à durée déterminée, y compris les apprentis, dont la durée du contrat est comprise entre 6 mois et moins de 12 mois. »

Les deux premiers paragraphes de la partie « Justification des renoncements au régime » sont abrogés et remplacés par les paragraphes suivants :

« Au jour de l'entrée en vigueur de l'avenant n° 2, les salariés concernés doivent faire leur demande d'exclusion par écrit adressée à l'employeur avant la fin du premier mois d'application de l'avenant, avec les justificatifs de leur situation.

Après l'entrée en vigueur de l'avenant n° 2, la demande d'exclusion doit être faite par écrit à l'employeur au plus tard avant la fin du premier mois qui suit celui de l'obtention de la condition de 6 mois d'ancienneté. »

Article 2

Modification de l'article 8 de l'accord régional « Gestion du régime »

Au 2^e paragraphe, le numéro de registre national des mutuelles « 442 224 671 » est remplacé par le numéro suivant : « 538 518 473 ».

Article 3

Modification du point 3 de l'article 10 de l'accord régional « Cotisations »

Le point 3 « Cotisations » de l'article 10 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 3. Suspension du contrat de travail

3.1. Suspension pour maladie, accident ou maternité

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, le bénéfice des prestations d'assurance complémentaire frais de santé correspondant au régime de base obligatoire est maintenu avec exonération des cotisations, qui sont prises en charge par le régime. Les régimes optionnels (couverture familiale pour le régime individuel et le régime supplémentaire) restent maintenus, sous réserve du paiement de la cotisation par l'assuré.

3.2. Suspension pour un motif non lié à une maladie ou à un accident

En cas de suspension du contrat de travail pour un des cas de congés prévus par les dispositions légales ne donnant pas lieu à maintien en tout ou partie du salaire par l'employeur, le salarié bénéficie des garanties complémentaires frais de santé correspondant au régime de base obligatoire pendant les 3 premiers mois civils complets de la suspension du contrat, sans versement de cotisation. Les régimes optionnels (couverture familiale pour le régime individuel et le régime supplémentaire) restent maintenus, sous réserve du paiement de la cotisation par l'assuré. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation forfaitaire pour la garantie complémentaire frais de santé est due intégralement.

Au-delà de cette période, il peut, pendant la période de suspension restant à courir, demander à l'organisme assureur dont il relève à titre individuel à continuer de bénéficier de la garantie complémentaire santé, en acquittant directement la cotisation globale.

L'employeur doit informer l'organisme assureur compétent de la suspension du contrat et de la durée de la suspension du contrat au début de celle-ci. »

Article 4

Ajout d'un point 4 à l'article 10 de l'accord régional « Cotisations »

Après le point 3 de l'article 10 est inséré le paragraphe suivant :

« 4. Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant en annexe pour information).

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés à chaque salarié au moment de son affiliation initiale, auxquels s'ajoute le certificat de travail remis au moment de la rupture du contrat. Le demandeur

d'emploi doit en outre fournir mensuellement à l'organisme chargé de la gestion du régime, à savoir Harmonie Mutuelle, le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant.

Les effectifs ainsi que les prestations versées au titre de la portabilité font l'objet d'un suivi spécifique sur des lignes distinctes du bilan. »

Article 5

Création d'une annexe III

Il est créé une annexe portant le numéro III concernant les dispositions légales sur la portabilité, rédigée comme suit :

« ANNEXE III

Dispositions légales sur la portabilité » (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »

Article 6

Entrée en vigueur et dépôt

Les dispositions du présent avenant prennent effet :

- articles 1 à 3 : au 1^{er} janvier 2015, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*. A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, l'avenant sera applicable au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* ;
- articles 4 et 5 : à l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

Il sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Article 7

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 22 janvier 2014.

(Suivent les signatures.)